

MAROC

Intelligence avec le front Polisario

Les vingt-sept subversifs jugés devant la chambre criminelle de la cour d'appel de Casablanca entretenaient des liens étroits avec le front Polisario qui les subventionnait, a affirmé le ministre public le 6 février. Les inculpés, parmi lesquels deux femmes, un professeur et une employée, sont également accusés d'avoir tenté de restructurer le mouvement marxiste-léniniste interdit Ilal Amam (En avant), démantelé, selon l'accusation, dans les années 1976-78, et de tentative de renversement du régime monarchique en vue de lui substituer une "république populaire socialiste".

Selon l'accusation, le front Polisario subventionnait les accusés en contrepartie de leurs actions de sape auprès des milieux étudiants et ouvriers marocains. Entre juillet 1984 et juillet 1985, le front Polisario leur a fait parvenir, a indiqué l'accusation, l'équivalent de 270 000 dirhams par l'intermédiaire du responsable de l'aile extérieure de l'organisation, un certain Mahjoubi Mohamed, actuellement en fuite à Paris. L'accusation a affirmé également qu'en plus de la confection et de la distribution dans les milieux étudiants et ouvriers de tracts et analyses politiques hostiles au régime les inculpés envisageaient d'envoyer des cadres de leur organisation à Tindouf (Sud-Ouest algérien) pour "tentative de retourner et endoctriner les militaires marocains faits prisonniers par le Polisario". La plupart des inculpés ont rejeté en bloc ces accusations, soulignant avoir fait l'objet de pressions et de sévices pour signer les procès-verbaux de la police judiciaire. Ils ont également nié appartenir à Ila Amam. Deux d'entre eux, Aouch Mohamed, éditeur, et Benmessaoud Ahmed, professeur, un peu bousculés par le président, ont cependant lâché à l'audience: "Oui, nous sommes pour l'autodétermination du peuple sahraoui". Les inculpés, tous inconnus du grand public, ont été arrêtés en octobre et novembre derniers dans différentes régions du pays. Ils sont pour la plupart étudiants, professeurs et ingénieurs.

● Le lt-colonel Charra a été nommé chef de l'équipe nationale d'équitation.

● Le colonel Driss Bamous, président de la fédération royale marocaine de football (FRMF), a annoncé que la fédération s'était attelée depuis la prise de fonction de ses membres à l'organisation des structures et organes qui veilleront sur la marche du football national en tenant compte des développements et évolutions qu'a connus cette discipline.

● Une importante délégation militaire présidée par le général Housni Benslimane a effectué une visite aux USA. Au cours de celle-ci la délégation a eu de nombreux entretiens avec les responsables du Département de la Défense, du Département d'Etat et des membres du comité du Congrès chargé des Affaires des forces armées. En plus des contacts officiels, la délégation a fait plusieurs visites d'information aux établissements militaires

de la région de Washington.

● Le 25 janvier, la situation devenait explosive à Ceuta et Méllila où la nouvelle loi espagnole sur les étrangers devait entrer en vigueur le 1er février, a affirmé la presse. Selon elle, cette loi visait à faire "disparaître le caractère marocain de ces deux villes spoliées et obliger leurs populations à opter pour la nationalité espagnole ou s'exposer à l'expulsion et à la perte de leurs biens".

● Le 29 janvier une grève générale convoquée par les secteurs musulmans de l'enclave espagnole de Méllila a quasiment paralysé la ville, dont la plupart des commerces sont restés fermés, indiquait-on de source informée. Les instigateurs du mouvement entendaient protester contre les incidents de la veille au cours desquels la police avait dispersé une manifestation de plusieurs centaines de Musulmans. Quinze personnes avaient été blessées lors d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre. La police a procédé à de nombreux contrôles d'identité, mais aucun incident ne s'était produit en milieu de journée.

La communauté musulmane de Méllila (environ 27 000 personnes), dont une grande partie n'a ni la nationalité espagnole ni marocaine, et ne dispose que d'un document uniquement valable dans l'enclave, protestait depuis plusieurs semaines contre une loi sur les étrangers adoptée par le Parlement espagnol. Selon ses détracteurs, ce texte rendrait les conditions de résidence des Musulmans de l'enclave beaucoup plus difficiles.

● Le 4 février, le ministre de l'Intérieur, M. Driss Basri, a implicitement accusé Israël d'être derrière la création des mouvements intégristes musulmans dans les pays arabes et a appelé ses collègues arabes à "plus de vigilance face à l'ennemi commun".

Commande d'avions

La Boeing Commercial Airplane Company et Royal Air Maroc ont signé un accord pour l'achat, par la compagnie aérienne marocaine, de deux Boeing 757-200 de nouvelle génération livrables en juillet et août 1986. Royal Air Maroc deviendra ainsi la première compagnie dans la région d'Afrique - Moyen-Orient à commander des Boeing 757. Les appareils seront équipés de réacteurs Pratt & Whitney PW2037 et auront une masse maximum au décollage de 108 862 km. La cabine à passagers sera aménagée en configuration mixte permettant d'accueillir 20 passagers en première classe et 164 passagers en classe touriste. M. Mohammed Mékouvar, président-directeur-général de Royal Air Maroc, a précisé que les 757-200 étaient destinés à remplacer les 707 de sa compagnie sur ses liaisons avec le Moyen-Orient. Avec la capacité accrue offerte par les nouveaux biréacteurs, ceux-ci pourront être exploités sans escale entre Casablanca et Djedda. M. Seddik Belyamani, vice-président de Boeing pour les ventes internationales, a pour sa part indiqué qu'il se félicitait de la décision prise par Royal Air Maroc de maintenir sa longue tradition de fidélité aux appareils Boeing: "Nos 757-

200, dont l'acquisition s'inscrit dans le cadre du programme de modernisation de la flotte de Royal Air Maroc, contribueront largement à l'expansion et au développement de cette compagnie". Actuellement, la flotte de Boeing de Royal Air Maroc est constituée de huit 727-200, six 737-200, deux 707, un 747-200 et un 747SP.

sur le Maroc.

Concernant les relations de la RASD avec la Libye, qui a cessé toute aide au Polisario depuis la signature du traité d'union d'Etats maroco-libyen, M. Laroussi a indiqué: "Il y a effectivement des rumeurs" concernant une amélioration. Cependant, a-t-il précisé, Tripoli n'a pas repris son aide aux Sahraouis.



Boeing 757 (USA) au décollage. Royal Air Maroc compte se rendre acquéreur de deux avions de ce type

RASD

Désertion

Le front Polisario a fait état de la désertion d'un caporal de l'armée marocaine qui aurait rejoint le 9 janvier les forces sahraouies opérant, selon celles-ci, dans la région de Smara.

● Le 13 janvier, le front Polisario a violemment critiqué la France pour ses fournitures d'armes au Maroc et a accusé Rabat de vouloir embraser toute la région du Nord-Ouest africain, tout en affirmant que les dirigeants sahraouis, "disposés à faire la paix", seront obligés de "répondre à l'escalade par l'escalade". Lors d'une conférence de presse donnée à Alger, le nouveau responsable des Relations extérieures du front, M. Mahfoud Ali Beida (Mahfoud Laroussi), a déclaré que les Mirage-F1 et Mirage-2 000 que le Maroc veut acheter à la France "ne sont pas destinés à être utilisés contre les combattants sahraouis parce qu'ils sont inefficaces", selon lui, dans la guérilla du désert. Ces avions, a-t-il ajouté, ne peuvent servir qu'à "étendre la guerre et aggraver des pays voisins". Selon M. Laroussi, la France a "progressivement remplacé les Etats-Unis pour devenir le principal soutien du Maroc, notamment après la signature du traité d'union d'Etats entre le Maroc et la Libye. "C'est la France qui fournit des armes, qui a facilité le rééchelonnement de la dette marocaine et qui envoie des experts pour réparer le matériel" de l'armée marocaine, a poursuivi M. Laroussi en affirmant que la fourniture d'armes "n'est pas une simple opération commerciale", mais signifie "un engagement politique". Le responsable sahraoui a ensuite condamné l'"alignement aveugle" de l'Espagne

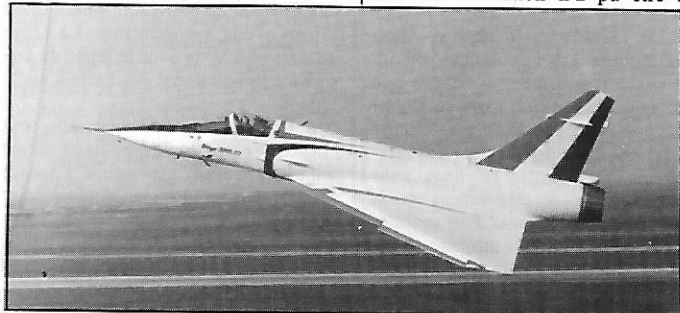
Par ailleurs, M. Laroussi a exprimé son espoir d'une amélioration des relations entre le Polisario et les pays socialistes, dont la position est, selon lui, restée très en retrait jusqu'à présent.

Concernant la situation au Sahara occidental, M. Laroussi n'a pas écarté la possibilité de la construction d'un sixième Mur de défense par le Maroc, dont l'armée était, selon lui, traversée par "une profonde crise" qui, s'est traduite notamment, depuis plus de deux mois, par une série de désertions, a indiqué M. Laroussi, précisant que neuf soldats marocains avaient rejoint le front et qu'un autre s'était suicidé dans le désert, après avoir fui les rangs de l'armée marocaine.

● Trois personnes ont été tuées et cinq autres blessées au Sahara occidental, à la suite d'explosions de mines placées par des unités de l'armée marocaine, a annoncé un communiqué sahraoui publié à Alger. Ce texte, qui n'indiquait pas la date de ces incidents précisait que deux personnes avaient été tuées et trois autres blessées à Boujdour, au Nord-Ouest du Sahara. En outre, deux enfants ont été sérieusement blessés à Smara, la capitale spirituelle du Sahara, et un berger a été tué par l'explosion d'une mine dans le Rio De Oro. Le communiqué a affirmé enfin qu'une mine avait explosé dans le quartier Zemla, à El Ayoun, faisant d'importants dégâts matériels.

● Les combattants du front Polisario ont, pour la première fois depuis plusieurs mois, attaqué, puis auraient investi trois positions de l'armée marocaine sur les Murs de défense au Sahara occidental, a annoncé un communiqué diffusé à Alger et résumé par l'AFP. L'attaque, qui a fait quarante

morts dans les rangs marocains, selon le communiqué, a eu lieu le 22 janvier dans la région de Bir Enzarane, sur le cinquième Mur, dans la partie centrale du Rio De Oro. Dans la même journée, les combattants sahraouis ont pilonné deux autres positions marocaines sur les Murs de défense, faisant trente morts et autant de blessés parmi les soldats marocains. Huit véhicules équipés de mitrailleuses lourdes et de batteries de bitubes ont été également détruits durant ces pilonnages.



Avion de combat Mirage-2000 AMD/BA (France). M. Laroussi, responsable des Relations extérieures de la RASD, estime que ce genre d'appareil, que le Maroc compte acheter en France, est "inefficace" dans la guérilla du désert, bien évidemment motorisée

ALGERIE

Contrebande

Les pistes du désert, qui ne figurent sur aucune carte et restent peu connues des autorités, sont de plus en plus utilisées par les caravanes de dromadaires appartenant à des contrebandiers, qui font du commerce de gros, illégal, entre le Sahara algérien, le désert libyen, le Mali et le Niger. Le 11 janvier, les services de sécurité ont intercepté une caravane de 51 dromadaires, conduite par quinze Maliens, qui venait probablement de Tamanrasset, à 2 000 km au Sud d'Alger, et se dirigeaient vers la frontière malienne. Empruntant une piste n'existant sur aucune carte, ils transportaient une importante quantité de produits de première nécessité et autres marchandises manufacturées. Une semaine plus tard, une seconde caravane de 23 dromadaires, conduite par trois autres Maliens, était interceptée dans le même secteur. Elle transportait des produits aussi variés que de la semoule, du thé, du sucre, de l'huile de table, des allumettes. Héritiers des Touareg, les maîtres de cet océan de sable et de rocaïlle grand comme six fois la France qui s'étend sur la Libye, le Niger, le Mali et l'Algérie, les contrebandiers connaissent toutes les issues, se repérant sur des dunes ou des bouirats (colline) qui se ressemblent toutes pour le non-initié. Ils parcourent plus d'un millier de kilomètres entre Tamanrasset et le Nord malien, et deux fois plus pour se rendre au Niger et en Libye. Le contrôle de ces déplacements, déjà particulièrement difficile en Algérie en raison de la configuration du terrain, s'est aggravé avec l'afflux de réfugiés maliens et nigériens fuyant la sécheresse. Leur nombre a atteint près de 60 000 en 1985. Pour les contrebandiers, cependant, la sécheresse est une aubaine. Ils achètent en Algérie des produits ali-

mentaires subventionnés pour les revendre à prix d'or dans les pays sahariens où la famine est une menace constante. Ils s'approvisionnent ensuite au Mali, au Niger ou même au Burkina-Faso, où ils achètent à bas prix le bétail menacé par la sécheresse, qu'ils ramènent le plus souvent en Libye. Là, ils achètent surtout du matériel électroménager, des chaînes hi-fi, des magnétoscopes et autres produits sophistiqués, qu'ils revendent en Algérie, et reprennent ainsi leur cycle. Aucune estimation n'a pu être faite

sur le chiffre d'affaires de cette contrebande, qui semble cependant assez prospère. De source informée, on précisait que les autorités fermaient généralement les yeux sur ce trafic, tant qu'il était pratiqué à petite échelle, pour ne pas aggraver la situation précaire des populations frontalières qui s'en approvisionnent.

● Le traité de fraternité et de concorde, qui lie la Tunisie, la Mauritanie et l'Algérie, peut être étendu à toutes la région pour bâtir un "Maghreb arabe fort dans les domaines économique, scientifique et même militaire", a déclaré le numéro deux du FLN, M. Mohamed Cherif Messaadia. M. Messaadia a fait cette déclaration à Sakiet Sidi Youssef (Tunisie), le 8 février.

Remaniements

Le 9 février, le président Chadli Bendjedid a procédé à un léger remaniement du gouvernement portant sur cinq ministères, accompagné d'un mouvement restreint au sein de l'armée. Le général Rachid Benyelles, ancien secrétaire général du ministère de la Défense, passe au ministère des Transports à la place de M. Salah Goudjil, appelé à d'autres fonctions. M. Boualem Bessaïeh cède de son côté le ministère des Postes et Télécommunications à M. Mostefa Benzaza, ancien vice-ministre chargé de la Pêche, pour prendre le portefeuille de la Culture et du Tourisme, à la place de M. Abdelmadjid Méziane, appelé également à d'autres fonctions. M. Abdelmalek Nourani, ancien vice-ministre chargé de l'aménagement du territoire, conserve ce portefeuille qui passe désormais au rang de ministère, auquel sont rattachés l'Urbanisme et la Construction, confiés précédemment à M. Abderrahmane Belayat. Enfin, M. Boubaker Belkaid prend le ministère de la Formation professionnelle et du Travail, en remplacement de M. Mohamed Nabi, qui est, ainsi que M. Belayat, appelé à d'autres fonctions.

Deux vice-ministères : Aménagement du territoire et Construction sont ainsi supprimés pour être regroupés au sein d'un seul ministère, celui de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de la Construction.

Au sein du ministère de la Défense, le général Mostefa Chelloufi, ancien commandant de la gendarmerie, est nommé au poste de secrétaire général à la place du nouveau ministre des Transports, le général Benyelles. Il est lui-même remplacé à la tête de la gendarmerie par le général Zine El Abidine Hachichi, directeur des réalisations du service national. Ce dernier poste revient désormais au colonel Rabah Ben Hamana.

● L'adoption sans surprise, par 98,37 pour cent des votants, de la nouvelle charte nationale, lors d'un référendum, le 16 janvier, qui a connu une participation massive de 95,92 % selon les chiffres officiels, a mis fin à l'opération politique lancée il y a presque un an par le chef de l'Etat, afin d'harmoniser le texte de référence du socialisme algérien avec les réalités du temps, mais aussi avec sa politique pragmatique visant à faire face à la crise mondiale et à l'après pétrole.

● La Libye s'est largement alignée sur les positions traditionnelles de l'Algérie après la rencontre au sommet entre le président Chadli Bendjedid et le colonel Kadhafi, ont estimé les observateurs à la lecture du compte rendu de la rencontre diffusé par l'agence officielle APS, le 28 janvier. Cet alignement porte notamment sur la question du Sahara occidental qui a donné lieu à une position très favorable au front Polisario. L'APS a écrit notamment que le "président Chadli et le colonel Kadhafi ont déploré la persistance du conflit fratricide du Sahara occidental qui entrave gravement la réalisation de l'unité maghrébine". Ils ont également "renouvelé leur conviction que la satisfaction du droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et à l'indépendance est un impératif à la construction du Maghreb". Ils ont enfin "insisté pour que tout soit mis en oeuvre pour parvenir à une solution pacifique du conflit qui oppose le royaume du Maroc au front Polisario".

Accord avec Daimler-Benz

La firme ouest-allemande Daimler-Benz ouvrira prochainement à El Harrach, dans la banlieue d'Alger, un magasin central d'approvisionnement sous douanes, aux termes d'un accord signé avec l'entreprise DVP. La firme allemande fournira gratuitement l'ensemble des équipements de ce magasin, d'un atelier et d'un centre de formation après vente, compris dans le marché.

TUNISIE

Commémoration

M. Slaheddine Baly, ministre de la Défense nationale, a présidé à Ouardanine la commémoration des événements du 22 janvier 1952.

● Il est alloué aux militaires servant après la durée légale du service militaire affectés dans les stations isolées de radar une indemnité dite **indemnité spéciale d'isolement**, sur les bases an-

nuelles suivantes : chef de station radar 120d.000, personnel d'exécution 90d.000. Cette indemnité est payable mensuellement et à terme échu.

● Le 5 février, le président Habib Bourguiba a reçu au palais de la République à Carthage M. Zine El Abidine Ben Ali, ministre chargé de la sûreté nationale, en présence de MM. Mohamed Mzali, Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et Mansour Skhiri, ministre directeur du cabinet présidentiel. A l'issue de l'entrevue, M. Zine El Abidine Ben Ali a déclaré qu'il avait présenté au président un **rapport** sur les résultats des travaux de la 4^{ème} session du conseil des ministres arabes de l'Intérieur tenue à Casablanca.

LIBYE

Des commandos-suicide ?

Le colonel Kadhafi a menacé de riposter à une éventuelle attaque des Etats-Unis contre la Libye en faisant exécuter sur le territoire américain des opérations de commandos-suicide similaires à celles qui ont frappé les forces américaines, françaises et israéliennes au Liban. Le chef de l'Etat a déclaré : "Si l'Amérique attaque notre pays, bombarde nos enfants, notre peuple et nos maisons, nous nous défendrons et nous attaquerons leur pays. Comme ils ne sont pas un petit pays, que nous en sommes un, et que nous ne pouvons pas atteindre l'Amérique, nous enverrons des gens qui se sacrifieront et qui feront des opérations comme celles qui ont chassé du Liban les Américains, les Français et les Juifs qui avaient attaqué". Vêtu d'une tenue vert-khaki, très détendue, se balançant dans un fauteuil tournant, le colonel Kadhafi a cité en exemple le "fedayin qui a tué des centaines d'Américains". En cas d'attaque américaine, a-t-il poursuivi, "nous détruirons l'Amérique de l'intérieur. Il y a dans le monde des peuples comme les Indiens d'Amérique qui se lieront à nous pour exécuter ces opérations".

Interrogé sur les attentats sanglants de Rome et de Vienne, le colonel Kadhafi a répondu : "Il faut déplorer les événements du Liban et du Sud-Liban, et donc déplorer aussi ceux de Rome et de Vienne. Je les regrette. Notre monde fou traverse un temps de deuil à cause du terrorisme officiel que le gouvernement américain exerce contre les peuples palestiniens, de Grenade et d'Afrique du Sud."

Comme on lui demandait s'il était prêt à aider des personnes préparant un attentat contre des innocents, il a répondu : "Nous n'accordons pas de soutiens, sauf à des individus bien précis, qu'ils aient fait des opérations comme Vienne ou Rome ou pas. Nous soutenons la résistance palestinienne internationalement reconnue, et qui défend une juste cause (...) Nous ne sommes pas responsables des opérations de personnes individuelles. Nous n'avons rien à voir avec la manière dont ils se procurent leurs armes, ni avec la préparation de leurs opérations". Il a affirmé : "Il n'y a pas de camp d'entraînement palestinien en Libye. Mais si la libération de

acte hostile au gouvernement d'Addis Abeba.

Le ministre s'est par ailleurs félicité du récent entretien à Djibouti entre les présidents soudanais et éthiopien. Il a qualifié cette rencontre de "reflet du réel désir des deux parties de régler les problèmes à travers le dialogue".

Importante attaque

La principale base militaire aérienne d'Asmara, en Erythrée, que le FPLE avait affirmé avoir attaquée le 14 janvier, était en flammes le 15 au matin, ont rapporté des témoins joints par téléphone depuis Nairobi le 17.

Ces témoins résidant à Asmara ont également indiqué que des combats avaient eu lieu dans la base. Le FPLE avait annoncé le 16 qu'un de ses commandos, armé de lance-roquettes, avait réussi à franchir les défenses de l'aéroport d'Asmara et détruit 40 appareils militaires ainsi que des dépôts d'essence et de munitions. Il avait précisé que ses combattants avaient ainsi mis hors d'action un quart des avions de combat de l'armée de l'air éthiopienne. Si l'ampleur des dégâts est confirmée, il s'agira de l'attaque la plus importante contre le régime éthiopien et ses forces armées.

● Fin janvier, une tentative de coup d'Etat a été déjouée à Addis Abeba et quatre officiers supérieurs de l'armée éthiopienne ont été passés par les armes après la découverte du complot, a affirmé à Doha (Qatar) un représentant du FLE, M. Mohammed Osman Abou Bakr. Dans une déclaration à l'agence de presse du Qatar, M. Abou Bakr a affirmé que la tentative avait eu lieu lors de la visite à Djibouti du président éthiopien Mengistu Haïlé Mariam. Selon le représentant du FLE, une campagne d'arrestations a suivi la découverte du coup de force et a touché plusieurs dirigeants du Parti du travail d'Éthiopie (PTE, au pouvoir) et des officiers de la 3^{ème} division de l'armée, stationnée aux frontières avec le Soudan. M. Abou Bakr a fait état d'autre part de violentes réactions de la population éthiopienne au projet de constitution élaboré par le président Mengistu Haïlé Mariam visant à interdire toute manifestation religieuse dans le pays dans le cadre d'une stricte application du communisme.

MAURITANIE

Campagne de vaccination

Au cours de son escale à Nouadhibou du 5 au 8 février, l'équipe médicale de l'avis français Lieutenant de vaisseau Le Hénaff devait participer à une campagne de vaccination infantile dans la région. Cette opération était placée sous l'autorité de la mission de coopération médicale.

● En présence de nombreuses autorités civiles et militaires, le chef d'état-major des forces armées, le lieutenant-colonel Djibril Ould Abdallah, a présidé le 25 janvier, à Nouadhibou le 20^{ème} anniversaire de la marine nationale. Parmi les fournisseurs de la marine, nous avons noté des représentants des chantiers navals Bazán (Espagne), CMN et SFCN (France), du motoriste ouest-allemand MTU et de la société française Deyel SA (matériels navals et industriels).

SENEGAL

Quelques récents contrats de l'administration

Juin 1985 : pour le secrétariat général de la présidence, un marché d'entente directe de 32 246 655 francs CFA est passé avec Thomson-CSF (France) pour l'acquisition de matériels de télécommunications, alors que 29 149 700 F CFA sont prévus pour des matériels de chiffrement de Crypto AG (Suisse). De son côté le ministère des Forces armées reçoit 12 millions CFA pour l'entretien du domaine militaire par la société TAP et se voit refuser un marché de 7 271 700 CFA pour la construction d'infrastructures de la gendarmerie nationale par absence de concurrence.

Juillet 1985 : Le secrétariat général de la présidence a passé auprès de la compagnie aérienne Air France, un marché de 300 millions de francs CFA pour l'entretien des avions de commandement du président de la République.

Septembre 1985 : Différents marchés d'entente directe sont passés par la direction du matériel (DIRMAT) du ministère des Forces armées pour des pièces détachées et l'entretien de véhicules. Soit : 47 000 000 CFA avec la firme SEAS (Mercedes), 26 000 000 CFA avec la Sosedo, 130 000 000 CFA avec la Manutention africaine, 35 000 000 CFA avec Africauto, 70 000 000 CFA avec la Nosoco et 6 000 000 CFA pour l'acquisition d'un véhicule auprès de la Sisco. De son côté, la firme Sollinger reçoit une dotation de 25 000 000 CFA pour la livraison de batteries d'accumulateurs, alors que la Sosedo devra livrer pour 30 000 000 CFA de pneumatiques.

Quant au ministère de l'Intérieur, il reçoit 10 500 000 CFA pour l'acquisition auprès de Total de carburant et lubrifiants.

Octobre 1985 : Différents marchés sont autorisés pour la direction générale de la sûreté nationale (DGSN). Soit : 150 millions pour du carburant Total, 5 000 000 CFA pour la confection de tenues auprès de Moctar Gaye, des pièces détachées pour 6 millions auprès de la Sosedo, 23 000 000 CFA auprès de la Manutention africaine, pour 5 000 000 CFA auprès de la Nosoco, et pour 5 000 000 CFA auprès d'Africauto. La société CIC, par ailleurs, recevra 18 753 000 CFA pour la fourniture d'effets d'habillements, alors que Bata livrera 4 176 000 CFA de chaussures, Icotaf 4 600 000 CFA de tissu bleu et ACI 6 071 160 CFA d'effets d'habillement.

De son côté, le ministère des Forces armées reçoit 670 000 000 CFA pour le règlement de produits pétroliers Iransen Shell, 11 000 000 CFA de peinture et outillage SAEC, et 150 000 000 CFA de produits pétroliers Mobil-Oil. Enfin, l'Office général de l'air (OGA) français dispose de 160 000 000 CFA pour le soutien logistique d'aéronefs et Fokker (Pays Bas) 150 000 000 CFA pour le soutien logistique des avions F-27 de l'armée de l'air.

● TAM, le magazine français des jeunes dans les armées, était présent sur le Paris-Dakar de 1986. Le Prix



Fokker F-27 (Pays-Bas) des forces armées sénégalaises

TAM d'un montant de 30 000 F, devait récompenser le plus jeune motard classé dans les temps ou hors les temps arrivant à Dakar le 22 janvier. Le Trophée TAM, quant à lui, récompensait chaque jour le dernier motard classé sans pénalité en lui offrant une montre TAM.

● Le 2^{ème} relais pédestre Paris-Gao-Dakar (6 000 km) devait partir de la Tour Eiffel le 21 décembre à 13 h 00 et arriver à Dakar le 22 janvier 1986, après trente jours de course ininterrompue excepté pour la traversée de la Méditerranée. Une équipe de l'armée de terre française venue du 2^{ème} corps d'armée en Allemagne devait prendre le départ de cette compétition.

● La France vient d'accorder 925 millions de francs CFA (18,5 millions de FF) de subventions aux termes de trois conventions. La première, qui porte sur 825 millions de F CFA, concerne le réaménagement de la base militaire de Thies, à environ 80 km de Dakar, dont l'armée sénégalaise a entrepris la réhabilitation pour accroître ses capacités opérationnelles. La deuxième, de 40 M F CFA est consacrée au redressement du réseau de chemin de fer et constitue la deuxième tranche d'une subvention globale de 400 millions de F CFA destinée à la formation du personnel des chemins de fer. La troisième, de 60 millions de F CFA, a été accordée à une école d'enseignement technique.

● Le 29 janvier, ouvrant les travaux du colloque syndical pan-africain à Dakar le ministre des Forces armées, M. Médoune Fall, a invité les participants à faire du congrès de l'OUSA à Accra, "un congrès de l'unité dans la démocratie, au-delà des clivages politiques et idéologiques".

● Après avoir fait escale à Nouadhibou (Mauritanie), le navire de guerre français LV Le Hénaff est arrivé à Dakar le 10 février.

Visite

Le 2 février, le premier ministre tunisien, M. Mohamed Mzali, est arrivé en fin d'après-midi à Dakar pour une visite officielle de 48 heures. M. Mzali a été accueilli par le ministre des Forces armées, M. Médoune Fall.

Retransmission en direct

Le Paris-Alger-Dakar a été l'occasion d'un exploit technique constituant une première mondiale dans le domaine de l'information télévisée : la retransmission en direct par Antenne 2 des images du rallye à l'aide d'une station terrienne de télécommunications par satellite prêté par Telspace, filiale d'Alcatel-Thomson-Faisceaux hertziens (groupe CGE). Pour mettre en oeuvre la station, transportée par un Transall de l'armée de l'air française associée à cette première technologique française, les techniciens d'Alcatel Thomson-Faisceaux hertziens se sont livrés à une véritable course contre la montre quotidienne : à chaque étape, le matériel devait être déchargé et rendu opérationnel pour assurer les retransmissions dans les créneaux horaires prévus puis embarqué dans l'avion pour être acheminé vers le site suivant. Les images transmises par l'intermédiaire des satellites Intelsat étaient reçues par les stations des PTT françaises de Bercenay-en-Othe (Aube) ou de Pleumeur-Bodou (Côtes-du-Nord). Cette opération a pu être réalisée grâce aux négociations menées par la direction générale des télécommunications (DGT) auprès d'Intelsat et à la coopération des administrations des PTT du Niger, du Mali, de la Guinée, de la Mauritanie et du Sénégal.

CAP-VERT

M. Aristides Pereira réélu

Le 13 janvier, M. Aristides Pereira, 62 ans, président de la République, a été réélu à l'unanimité à la tête du pays pour un nouveau mandat de cinq ans, par l'Assemblée nationale populaire (83 députés).

GAMBIE

Coopération franco-gambienne

Depuis 1982, la coopération franco-gambienne n'a cessé de se développer. La France a déjà doté l'armée de véhicules et d'équipements militaires. Elle installe actuellement, pour 54 millions de dalasis (environ 60 millions de francs français), un nouveau système téléphonique dans le pays.